



Pour que chacun choisisse son avenir!

LE « PLAN ÉTUDIANT » DE MACRON = RESTE À TA PLACE!

Nous sommes de plus en plus à vouloir poursuivre nos études après le bac. S'y arrêter confronte en effet quasiment à coup sûr au chômage et aux salaires qui ne dépassent pas le SMIC. Alors qu'avec une licence pro par exemple, on peut au moins espérer avoir des payes qui dépassent 1600 euros. Ce qui reste bien insuffisant. Mais même ça, apparemment, c'est trop pour le gouvernement!

Pendant les vacances, Macron a dévoilé son projet de loi concernant l'accès aux études supérieures : les établissements supérieurs pourront accéder à nos dossiers scolaires et nous classer selon les notes, le type de Bac passé ou encore le lycée fréquenté. Les conseils de classe de Terminale seront également sollicités pour donner leur avis sur notre avenir. Et si les places manquent, comme c'est le cas dans de plus en plus de filières, les établissements pourront refuser des candidats. Bref, le message est clair : Bac ou pas, les études, ce n'est pas pour tout le monde!

QUEL « DROIT AUX ÉTUDES » AUJOURD'HUI?

Mais Macron n'invente rien de très nouveau avec ce projet. Combien d'entre nous qui se retrouvent en Bac Pro après la troisième alors qu'on aurait bien voulu continuer en filière générale ou technologique? Et une fois au lycée, il s'agit surtout de devenir des bons salariés en fonction des besoins de nos futurs patrons. Et cela le plus vite possible : il y a quelques années, les Bac Pro ont été réduits à trois ans au lieu de quatre! Pas de philo en Bac Pro également : le développement de notre sens critique ne semble pas être la priorité...

Quant à l'entrée en fac, la sélection, pour beaucoup, on connaît déjà. Refusés en BTS ou en IUT, on peut se retrouver avec les 6ème ou 7ème choix d'APB... souvent très éloignée de nos envies. Et ça, c'est quand on a encore la « chance » d'avoir une place : en septembre dernier, des milliers



de lycéens se sont retrouvés sur le carreau sans inscription nulle part!

Une fois à la fac, rien n'est fait pour nous permettre de réussir : salles surchargées, nombre insuffisant d'enseignants, locaux vétustes... Pour ceux qui n'ont pas le soutien financier de leurs parents, ils doivent travailler à côté pour finir les fins de mois, souvent dans des boulots précaires et mal payés. Rien d'étonnant alors que, dans les filières générales, il y ait plus de 70 % d'échec en licence... On ne veut pas être stockés sur les bancs de la fac en attendant de se faire jeter!

MACRON, PREMIER DE LA CLASSE EN HYPOCRISIE

Pour justifier sa politique, Macron cherche à nous embobiner comme il faut. La sélection serait plus juste que le tirage au sort... Mais le recours à ce dernier n'est que le symptôme du manque de moyens attribués à l'enseignement supérieur depuis des années. Sarkozy, Hollande, Macron, ont saccagé l'université, supprimé des postes dans la plupart des filières, baissé les budgets... alors qu'ils savaient très bien que les étudiants allaient être de plus en plus nombreux.

Dans le monde « méritocratique » de Macron, il faudrait qu'on se batte entre nous, que 9 échouent pour qu'un seul réussisse. Et celui-là sera le plus souvent issu d'une famille favorisée qui lui donne tous les moyens pour réussir... Macron et ceux qui l'ont précédé n'ont en réalité qu'un but : faire des études supérieures et de l'accès au diplôme

un luxe pour une petite élite. Pour tous les autres, c'est un aller simple pour le monde du travail et sa précarité.

LES ÉTUDES SUPÉRIEURES NE DOIVENT PAS ÊTRE RÉSERVÉES AUX ENFANTS DES CLASSES FAVORISÉES!

Il faut exiger qu'on puisse tous poursuivre nos études après le Bac : dans les filières que l'on souhaite et avec les moyens pour y réussir! Pour cela, il faut notamment ouvrir des BTS et des IUT. Et permettre de véritables réorientations en cours de parcours. Cela demande des embauches massives : des profs, des conseillers d'orientation, des agents techniques et administratifs... Il faut également de véritables bourses d'études pour que les étudiants issus de familles populaires ne soient pas obligés de gagner leur vie en parallèle des cours.

Les moyens existent largement pour satisfaire ces demandes! L'argent, Macron le trouve très facilement pour supprimer l'ISF, fermer les yeux sur l'optimisation fiscale et gaver les patrons de milliards de subventions...

De l'école jusqu'à la retraite, en passant par le travail et le chômage, le gouvernement des banques et des patrons empoisonne toujours un peu plus nos existences. Les ordonnances sur le travail veulent donner encore plus de pouvoir aux patrons, notamment pour licencier plus facilement. On nous promet la précarité à vie mais ce futur qu'ils nous préparent, il ne tient qu'à nous de nous mobiliser pour le rejeter!

COURS MARXISTES L'ETINCELLE

Cette semaine il n'y aura pas de cours, les deux sessions de jeudi et vendredi sont exceptionnellement décalées. En effet, nous avons jeudi une réunion importante avec le Nouveau Parti Anticapitaliste de Philippe Poutou et Olivier Besancenot (dont nous sommes un courant) afin de prolonger les progrès réalisés depuis la campagne présidentielle. **Mais vous pouvez déjà réserver pour la semaine prochaine : Le choc entre le projet communiste et les réalités Les tentatives de sortie du capitalisme de la jeune république soviétique.**



Apprendre à désobéir

De nos jours, la belle aberration, la force de travail mais aussi l'eau et la terre sont devenues des marchandises. Le savoir aussi, mais tirons-nous toutes les conséquences de ce constat?

À lire la presse et de nombreux commentateurs nous serions entrés dans l'économie de la connaissance. La formule capte bien entendu une part de la réalité. Pour autant, elle n'éclaire pas une part importante des enjeux politiques de la situation présente du capitalisme. Discutons-la au regard d'une expérience concrète que nous partageons tous, étudiants et lycéens, à savoir l'éducation.

LES ENJEUX DE LA TRANSMISSION DU SAVOIR

À voir les chiffres bruts, tout semble aller dans un sens positif : l'analphabétisme a presque disparu, l'obtention du bac est devenue une formalité, et les études supérieures semblent ouvertes à tous. Pourtant, à y voir de plus près, les choses sont différentes. Apprécier un bilan implique de partir dans un premier temps des objectifs affichés par la société. Pour aller à l'essentiel, l'éducation sert à apporter de la culture et permettre un accès au marché du travail. La déception est grande, et l'on comprend sans peine que la massification de la scolarisation n'a pas signifié une démocratisation du savoir. Le budget d'un étudiant en classe préparatoire est sans mesure avec celui d'un étudiant en Sciences Humaines ou d'un lycée professionnel. Peut-on sérieusement comparer un lycée de centre-ville et un autre de banlieue? L'impasse est vue de tous.

Pour les partisans de l'économie de marché les plus acharnés

il faudrait imposer la sélection, en partie au mérite mais surtout sur le plan financier. C'est logique et pratique pour reproduire au grand jour les inégalités sociales : les trésors du savoir aux favorisés du système. Pour les partisans de ce qui reste de la gauche, la solution se réduirait à augmenter les moyens et les budgets. Cela sonne bien, se comprend facilement, et c'est souvent nécessaire on s'accorde tous à le penser. Mais fournir plus de moyens à une institution qui sélectionne n'est-ce pas la rendre plus efficace? Une piste solide consisterait, par une lutte collective, à gagner l'autonomie financière des jeunes scolarisés par des bourses mensuelles conséquentes. Cela les rendrait disponibles, sans avoir à travailler, aux études, les rendrait moins dépendants de leur famille. Et cela serait tout simplement le bon sens : à l'heure de l'économie de la connaissance, quoi de plus logique que les apprentis du savoir, qui dans leur majorité deviendront des salariés, bénéficient de ce statut de travailleur en formation. La question de l'éducation, posée concrètement, se révèle être une question sociale qui ne mérite pas de raccourcis.

AMOINDRIR LES INÉGALITÉS?

Les partisans de la diminution des effectifs et ceux de l'augmentation des moyens semblent être les seuls pôles de l'alternative. Pourtant leurs points communs sont plus nombreux que leurs différences. D'abord ces deux courants sont pour orienter l'éducation vers l'entreprise. Bien entendu, pour nous marxistes qui sommes contre la séparation et la hiérarchie établie entre le travail manuel et le travail intellectuel, l'éducation doit être ouverte sur la société. Mais

**Jeudi 16 novembre :
manifestation à 10 h place du Commerce**

ce n'est pas ce qu'entendent les libéraux et les restes de la gauche. Pour eux, il s'agit d'adapter l'éducation aux besoins du patronat, d'orienter la recherche vers le profit immédiat, de créer des filières élitistes au cœur d'un océan de scolarisés qu'on occupe en attendant l'entrée dans la précarité. Alors avec des nuances. D'un côté les libéraux assument une sélection ouverte et très inégalitaire. De l'autre côté, on fait comme si les inégalités sociales en amont des études n'existaient pas, et dès lors par une sélection silencieuse, on découvre en fin de cycle qu'on n'a pas eu la « bonne formation ». L'essentiel des inégalités sociales ne sera pas réduit par le système scolaire. Il existe, nous en connaissons tous autour de nous, des réussites mais justement ce sont

des exceptions qui confirment la règle. Les classes sociales — qui auraient fait place à une énorme classe moyenne — n'ont pas disparu. Au contraire l'affaissement social lui donne une base plus solide encore : notre génération vivra moins que la précédente, une première depuis trois siècles en France. L'éducation dans la société actuelle n'a pas que des effets secondaires pour amoindrir les inégalités sociales. Il suffit de regarder le parcours scolaire de ceux qui dirigent la société pour mesurer la petitesse de leur monde. Pour ceux qui dirigent la société le savoir c'est le pouvoir et ils comptent bien veiller sur le contrôle de l'éducation, et s'as-

surer la docilité de ceux qui sont cooptés.

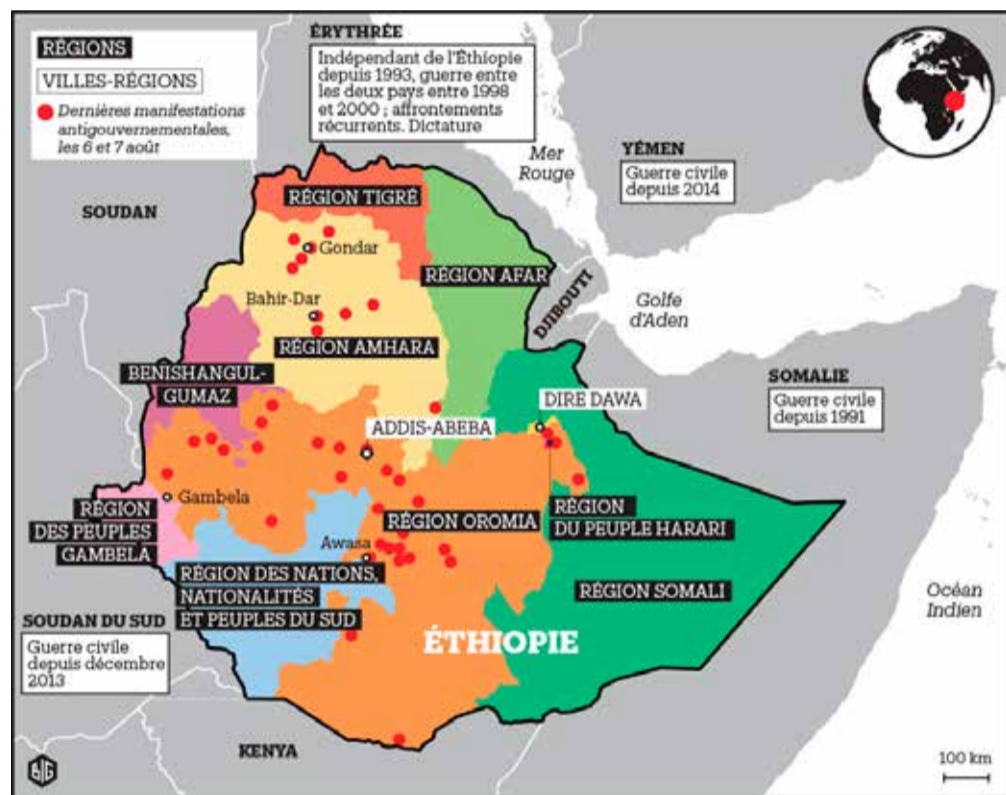
À QUOI POURRAIT SERVIR L'ÉDUCATION ?

L'école est-elle est utile? Bien entendu! Mais la question du contenu des apprentissages, l'orientation des programmes, et même l'initiation aux procédures scientifiques devrait pouvoir être questionnée. Trop souvent on nous apprend à ne pas dire d'erreurs plutôt qu'à tâtonner pour trouver des réponses positives. Lorsqu'on rejoint le marché du travail, peu de choses apprises nous serviront, car toutes les procédures de travail sont standardisées. L'Afrique a disparu des programmes d'histoire, on n'apprend pas à choisir les aliments et à se nourrir aux

plus jeunes, le volume d'heures d'enseignement scientifique fondent comme neige au soleil. Plus profondément la spécialisation par matières, qui répond à un besoin du marché du travail à séquencer le savoir, n'offre pas la possibilité de facilement penser des problèmes globaux. La hiérarchie des notes rassure les esprits anxieux et valide les hiérarchies : mais peut-on imaginer qu'un dix sur vingt sanctionne une réussite? Ignorer la moitié des choses est-il une garantie de compréhension? Ne pas avoir cette moyenne un jour signifie-t-il que l'on n'y arrivera jamais? Quel rôle donner aux enseignants si l'on considère qu'un éducateur est éduqué également dans sa pratique? Apprendre doit-il être une activité pour une seule étape de notre vie?

Ces quelques éléments rapides nous montrent à quel point nous en sommes encore à la préhistoire d'une éducation critique et d'émancipation. Aujourd'hui l'éducation préserve l'ordre social en légitimant les inégalités et favorise que très modérément l'esprit critique. Albert Einstein dans son autobiographie explique que vers 12 ans il avait compris que l'immense majorité des choses enseignées dans l'institution scolaire ne pouvaient être vraies. C'est cette désobéissance, utile dans la pratique scientifique et la lutte politique, que nous devons cultiver. En ouvrant les lieux d'études sur le monde et en créant, partageant du savoir utile à la communauté plutôt qu'à l'intérêt individuel et aux profits égoïstes de loi du marché.

Éthiopie : silence on tue!



« Non à l'oppression! », voilà ce que les jeunes manifestants — et parmi eux ceux du Front de libération Oromo — crièrent non loin du lac Horsada, au début du mois d'octobre. Il est temps de revenir sur des événements tragiques qui ont concerné l'Éthiopie. L'Éthiopie actuelle est fédérale. Ce fédéralisme est issu de la chute de la junte militaire en 1991. Le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien est un parti qui se présente comme national regroupant l'ensemble des minorités du pays. L'Éthiopie comprend plusieurs peuples, qui sont considérés comme des « nationalités », selon la Constitution de 1995, or aucune de ces « nationalités » n'est placée sur un pied d'égalité.

INÉGALITÉS NATIONALES ET SOCIALES

Les Oromos représentent 30 millions d'habitants en Éthiopie. Ils sont la minorité la plus importante! Pourtant, ils sont victimes d'injustice, d'inégalités et de répressions de la part des élites Tigréennes. Ces dernières sont à la base du mouvement fédéraliste des années 1990. Depuis, cette élite du Tigré (mi-bourgeoisie mi-caste militaire) constitue

la force du gouvernement en place depuis un quart de siècle s'appuyant sur une base sociale qui représente 6 % de la population totale de l'Éthiopie. L'idéal égalitaire de ce pays fédéral est encore bien loin! Qu'en est-il de ces inégalités? Depuis 2015, des événements opposent les deux minorités. En novembre 2015, les Oromos ont manifesté contre un projet d'agrandissement de la capitale Addis-Abeba, qui suscite des craintes d'expropriation des terres ancestrales. Au cours des dernières décennies, 150 000 fermiers oromos ont dû quitter leurs terres, sans recevoir de compensations financières. Les manifestations de 2015 ont provoqué au moins 140 morts, selon les chiffres de HRW (Human Rights Watch). Les choses ne se sont pas arrêtées là : au cours du festival d'Irreecha, festival sacré pour les Oromos, d'octobre 2016, des centaines de personnes sont mortes à cause des affrontements entre manifestants et policiers, vers Bishoftu, à 40 kilomètres de la capitale. Ces derniers ont profité du festival et donc du rassemblement de l'ethnie pour brutaliser toute forme d'opposition. Le gouvernement estime qu'il y en eut seulement 55! Et en ce début de mois d'octobre, les Oromos ont pu accom-

plir leur festival, mais leur colère demeure.

UNE MÉCANIQUE INTERNE

Ces événements cachent cependant une logique bien plus profonde. La bourgeoisie éthiopienne profite des idées fédéralistes du pays pour légitimer sa politique d'expropriation des terres. Le pays, comme de nombreux autres en Afrique, est victime de l'accumulation primitive du capital : transformer le secteur primaire agricole et traditionnel d'une partie de la population en industrie. Et bien sûr, les belles lois fédérales prônant une égalité entre les minorités sont les armes de la bourgeoisie, qui en profite pour déclarer tout mouvement contestataire comme terroriste! Pourquoi cela a-t-il suscité peu d'indignations internationales me direz-vous? Pour la communauté internationale, l'Éthiopie est un acteur important pour la lutte contre le terrorisme. Dénoncer ses pratiques gouvernementales en serait une « faute »! La belle affaire! Le terrorisme est une belle excuse pour étouffer les luttes sociales. L'État d'urgence n'a pas manqué de voiler les inégalités du pays, pratique qui n'est pas propre à la bourgeoisie éthiopienne curieusement... Et

donc au nom de la « sécurité » et de l'« égalité fédérale », les ravages du capitalisme (acculturation et vol des plus démunis) peuvent se faire sans problèmes. Cette bourgeoisie est bien sûr soutenue par les autres bourgeoisies d'Afrique : le problème des minorités est une affaire instrumentalisée par l'ensemble des gouvernements du continent. Les bourgeois éthiopiens, dans cet exemple, montrent que les intérêts d'un état central priment

sur les traditions des peuples qu'ils exploitent! Ailleurs on oppose les minorités afin de diviser l'Afrique pour l'empêcher d'avoir un rapport de force avec les anciennes et nouvelles puissances coloniales. Une voie nouvelle devra s'imposer : que les exploités des villes et des campagnes du continent africain s'unissent pour sortir de la loi du marché, des guerres internes.

DES LETTRES BRÛLANTES DANS UN MONDE GLACÉ

« Leurs lettres font que le monde est plus vaste, l'espace plus lumineux, l'air plus léger simplement parce qu'ils ont existé » écrit Catherine Camus dans l'avant-propos qui ouvre ce livre de plus de 1300 pages. Une tendresse débordante contenue dans les mots partagés entre deux amants, ceux de Maria Casarès et d'Albert Camus, rayonne enfin aux yeux de tous grâce à la parution de leur correspondance, datée entre 1944 et 1959. L'écrivain rencontre la comédienne le 19 mars 1944, au domicile parisien de Michel Leiris (ethnologue africaniste, marxiste et ami de Picasso). Il a 30 ans, elle 21 et c'est pour eux le début d'un amour passionnel qui les accompagnera toute leur vie durant; par la force de leurs voix jointes — comme une poésie épousée — s'éternisera dans tous les cœurs. Une sincérité saisissante les fait communier des sentiments aussi pleins que le manque brûlant, une jalousie parfois, leurs créations plus souvent, les tourments et les épines de chacun; toujours enveloppés d'une attraction innocente et légère, irrésistible aussi, appelée amour par certains. La grandeur de cette œuvre commune, car il s'agit bien là d'une œuvre enfant de caresses et de baisers, brille dans la moindre virgule, dans chaque mot et le poids qui leur incombe. Tout y est savamment orchestré et rarement le besoin de l'autre n'aura pu être dépeint avec tant de force, la passion



avec tant de justesse. Le pari impossible de l'amour poétisé est de contenir la folie de cette passion avec l'exigence de la note juste; Camus et Casarès comme des trapézistes « Là-haut, toujours là-haut, toujours tendus, accrochés l'un à l'autre, tenu par l'autre, et en bas, le gouffre ». Les deux amants, séparés par la mort tragique de l'écrivain, laissent à leurs semblables la générosité de leur amour et nous chantent, les yeux rieurs et les doigts dansants, que la vie, malgré ses grimaces, vaut la peine d'être vécue. « À bientôt, ma superbe. Je suis si content à l'idée de te revoir que je ris en t'écrivant (...) Je t'embrasse, je te serre contre moi jusqu'à mardi, où je recommencerai ». Les derniers mots qu'il lui écrira avant d'emprunter pour la dernière fois la route de Paris. Ils nous auront appris l'urgence de vivre, celle de serrer contre soi.